

26 ans après, le Tchernobyl Day pour sortir du nucléaire

jeudi 10 mai 2012, par [GAY Vincent](#) (Date de rédaction antérieure : 3 mai 2012).

Jeudi 26 avril, date anniversaire de la catastrophe de Tchernobyl, des actions antinucléaires ont été menées un peu partout.

Le 26 avril 1986, le réacteur de la centrale n° 4 de Tchernobyl explose. Des quantités très importantes d'éléments radioactifs se dispersent dans l'atmosphère. Des milliers de liquidateurs sont appelés à la rescousse pour limiter les dégâts. Beaucoup d'entre eux mourront des suites de leur mission. Si la zone de sûreté est établie dans les 30 km autour de la centrale, les éléments radioactifs se déplacent dans tout le Bélarus et l'Ukraine, puis dans une majeure partie de l'Europe, jusqu'à la France, malgré les dénégations des pouvoirs alors en place. Cette année, c'est d'un anniversaire bien particulier qu'il s'agit. D'une part, parce que la catastrophe de Fukushima en 2011 a démontré que les dangers du nucléaire n'étaient pas propres à une industrie soviétique vieillissante.

D'autre part, parce que commence cette année, le jour de l'anniversaire de l'explosion, la construction d'un nouveau sarcophage de béton, censé durer 100 ans, tandis que le précédent fuit de toutes parts. Avec ce nouveau sarcophage, c'est tout un discours sur la sécurité revenue qui est mis au goût du jour par les autorités ukrainiennes. Il s'agit désormais de ranger l'explosion du réacteur nucléaire au rayon des souvenirs, certes un peu encombrants, mais pouvant éventuellement servir d'attraction touristique pour personnes en recherche de sensations fortes. Car il faut désormais tourner la page et revitaliser la région en mettant fin à la zone de sécurité.

C'est donc contre cette politique de l'oubli qu'il s'agit de lutter. Pas seulement par respect pour les milliers de morts et de malades, liquidateurs qui se sont consciemment sacrifiés ou habitants des zones irradiées, dont on peine encore aujourd'hui à connaître le nombre exact. Mais aussi parce que cette mémoire de la catastrophe doit d'autant plus nous inciter à lutter contre les catastrophes à venir. C'est tout le but des initiatives militantes qui ponctuent chaque année l'anniversaire de la catastrophe.

Selon le réseau Sortir du nucléaire, plus de 180 actions, dans quinze pays différents étaient prévues à la fin du mois d'avril. En France, 128 actions ont été recensées, depuis les manifestations jusqu'aux actions symboliques, déambulations, débats, films, etc. Après le succès de la chaîne humaine du 11 mars, ces actions montrent la vitalité des associations antinucléaires, vitalité cependant insuffisante pour inviter la sortie du nucléaire dans le débat présidentiel. Il est d'autant plus navrant qu'un an après l'accident de Fukushima, le débat sur les dangers du nucléaire a cessé dès lors que l'accord entre le PS et Europe Écologie a été signé. Seule la mauvaise foi de Sarkozy, qui a une nouvelle fois menti éhontément, autorisait à croire que François Hollande représente un danger pour l'industrie nucléaire française.

Pour autant, les choix cruciaux sont encore devant nous. En France, 21 réacteurs ont plus de 30 ans, et 21 autres dépasseront cette limite d'âge d'ici 2017. Notre première exigence est de voir fermer

ces réacteurs atteignant 30 ans d'âge, période pour laquelle ils ont été initialement construits, de même que l'arrêt de tous les projets électronucléaires en cours.

La nouvelle situation politique issue des élections de 2012 n'a rien pour nous rassurer, quel que soit le vainqueur. Il faudra donc compter sur la force des mouvements antinucléaires dans leur diversité pour mener les campagnes et les luttes nécessaires, et exiger la sortie du nucléaire. Le NPA pour sa part a mis sur la table durant toute la campagne son scénario de sortie en dix ans, qui conserve aujourd'hui toute son actualité.

Vincent Gay

P.-S.

* Publié dans : Hebdo Tout est à nous ! 147 (03/05/12).